



## Lab 8 - Corruption et populisme : les initiatives de surveillance communautaire peuvent-elles apporter leur aide ?

*Parrainé par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe*

### Modérateurs :

M. Jean-Baptiste Mattei, France, Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe

Mme Aline Zunzunegui, Mexique, Fondatrice de Ollin

### Initiatives :

Vouliwatch: "Encourager la démocratie", Grèce, présentée par M. Stefanos LOUKOPOULOS, Directeur de Vouliwatch

Partidos Públicos (Chili) présenté par M. Pablo Collada Chavez, Directeur exécutif de Fundación Ciudadano Inteligente

Cumuleo, Cumuleo.be / Anticor.be / Transparencia.be (Belgium) présentée par M. Christophe VAN GHELUWE, Fondateur de Cumuleo.be

### Intervenants :

Mme Anne Brasseur, Luxembourg, Députée et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Mme Heather Mcvey, Royaume Uni, Conseiller du New Lanarks et membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

M. Paul Maassen, Pays-Bas, Directeur pour l'engagement de la société civile auprès d'Open Government Partnership

## Le laboratoire en bref

La démocratie est un système politique dans lequel les citoyens sont censés participer, non seulement en élisant leurs représentants, mais aussi en débattant d'un large éventail de sujets politiques. Bien qu'ils soient reconnus comme vitaux, certains débats, comme le montant et l'origine de l'argent gagné par un politicien, souffrent encore d'un manque de transparence. La transparence est la clé pour établir des liens de confiance entre les politiciens et la société civile. La méfiance envers les dirigeants politiques est au cœur de la corruption et, par conséquent, du populisme. Les politiciens pourraient s'obliger à rendre des comptes aux citoyens, en divulguant des informations qu'ils estiment devoir rendre publiques pour prouver qu'ils ne sont pas corrompus.

Les organisations de surveillance de la société civile sont des initiatives prises par des citoyens qui souhaitent documenter un fait : le manque de transparence concernant les activités des politiciens, - leur choix de vote, leur avis sur une question discutée en public, leurs activités annexes, etc.

Permettre et encourager les citoyens à en savoir plus sur ces sujets devrait raviver l'intérêt pour la politique tout en réduisant les comportements hostiles à l'origine du populisme. Cela devrait également encourager les politiciens à être réceptifs à leurs suffrages, ainsi qu'à leur financement, ce qui, en fin de compte, pourrait réduire le niveau de corruption.

Si corruption et populisme vont de pair, quelles solutions peuvent apporter les organismes de surveillance de la société civile ? Le laboratoire a analysé l'impact des initiatives de suivi des citoyens sur la corruption et leur influence potentielle sur la lutte contre les tendances populistes grâce au renforcement de l'intégrité des parlementaires et autres élus, ainsi que de la confiance à leur égard.

## A propos des initiatives

Vouliwatch: "Encourager la démocratie" (Grèce)

En pleine crise financière et politique qui a frappé la Grèce, les individus ont perdu leur confiance dans la démocratie grecque, provoquant ainsi une sympathie croissante pour les partis extrémistes. En fait, 93% des personnes interrogées en 2013 pensaient que les politiciens grecs étaient corrompus. L'idée défendue par Vouliwatch est que la promotion de la responsabilité, de la transparence et de l'information peut rétablir le lien entre les citoyens et l'élite politique. Pour atteindre cet objectif, les fondateurs de Vouliwatch ont mis leurs espoirs dans les possibilités offertes par l'ère numérique. Vouliwatch (vouli signifie "parlement" en grec) est une plateforme en ligne qui propose différents types d'outils permettant aux utilisateurs d'avoir un aperçu de ce qui se passe au Parlement grec. Les citoyens peuvent donc suivre les votes et les comportements des députés, mais aussi comparer les positions politiques pour comprendre le paysage politique.

Sur Vouliwatch, chaque député dispose d'un profil individuel fournissant des informations sur sa fonction, son groupe, son parti, son histoire politique et sa déclaration de revenus. Mais pour rétablir la confiance dans la démocratie, il est également nécessaire de renforcer le dialogue entre la société civile et l'élite politique. Vouliwatch permet donc aux citoyens de poser des questions aux députés par le biais du site web - les questions sont gérées par des webmasters qui les approuveront avant qu'elles ne soient adressées par courrier électronique aux députés, dont les réponses sont ensuite publiées sur la plate-forme : Les citoyens peuvent par exemple demander à leurs représentants de s'expliquer sur leur vote sur des sujets spécifiques, mais peuvent aussi leur faire part de leurs réflexions et suggestions.

Un autre aspect intéressant de cette initiative concerne la présentation et la réorganisation des données politiques. Chaque projet de loi soumis au Parlement est analysé et présenté par Vouliwatch. Comme les documents politiques sont rédigés de manière très technique et formelle, les organisateurs traduisent ces projets de loi en textes plus lisibles et compréhensibles pour les citoyens sans connaissances politique et juridique. Il existe également un outil de filtrage qui permet aux citoyens de naviguer facilement à travers différents projets de loi et types de législation, et qui propose des contextes historiques et politiques sur les débats politiques.

D'autres éléments fournis par la plate-forme concernent l'observation des politiques, qui permet de comparer les partis politiques sur des questions spécifiques en fournissant des données de vote et des activités croisées des différents acteurs au sein du Parlement. Enfin, Vouliwatch collecte les données financières qui sont diffusés sur la plate-forme. Les citoyens peuvent suivre et poser des questions sur le budget utilisé par le Parlement, en particulier sur le montant exact qui a été dépensé pour chaque sujet.

### Partidos Públicos (Chile)

Dans une enquête récente menée au niveau national, la Fundación Ciudadano Inteligente a constaté que la confiance des citoyens dans les partis politiques était d'environ 5%, alors que 70% des Chiliens déclaraient que les partis politiques étaient l'acteur le plus important pour une démocratie saine. Selon la Fundación Ciudadano Inteligente cette méfiance est un terreau fertile pour le populisme et l'autoritarisme. L'initiative Partidos Públicos veut s'attaquer à ce problème et contribuer à faire des partis politiques des entités fiables en promouvant une culture de transparence et d'ouverture. Ce projet propose aux citoyens des outils et des canaux de participation pour renforcer la transparence et la responsabilité au sein des partis politiques, par le biais d'une plate-forme numérique pour la publication et l'affichage d'informations sur leurs finances, leur prise de décision, leur structure organisationnelle et leurs relations avec d'autres entités.

Le premier obstacle que Partidos Públicos a dû franchir a été l'accès aux données. Entre-temps, une loi chilienne a été votée en 2016 suite à un énorme scandale politique et financier. Cette loi oblige désormais les partis politiques à publier un certain nombre de données concernant par exemple leurs finances, leur organisation, leur prise de décision et les liens avec d'autres structures et institutions. Cependant, ce genre d'information est encore difficilement accessible et lisible. La collaboration avec les partis eux-mêmes, les journalistes et les bénévoles, est fondamentale pour établir un lien entre l'information et les données financières. Par le biais de Partidos Públicos, les citoyens peuvent s'informer entre autres sur les revenus et les dépenses d'un parti, leurs dernières décisions, les mécanismes de prise de décision, comment les rejoindre, la présence nationale et le nombre de militants ou la participation des groupes historiquement exclus parmi ses membres.

Partidos Públicos a développé une stratégie pour promouvoir la participation citoyenne au moyen d'ateliers avec les organisations de la société civile et les médias, afin de promouvoir l'utilisation de la plateforme et de répandre une culture démocratique de transparence.

Afin de toucher un public plus large et d'encourager le débat public, l'initiative met également en place une campagne de communication pour soulager le rôle des partis politiques en tant qu'intermédiaires entre l'État et les citoyens. Pendant cette campagne, les militants de la Fondation Smart Citizens font des propositions concrètes pour améliorer la culture démocratique au Chili - par exemple, lors de la rédaction de la loi sur la transparence en politique en 2016, ils ont pu contribuer au débat en suggérant d'ajouter certains éléments à la loi afin de la renforcer.



Depuis 2004, toutes les fonctions publiques belges doivent être déclarées à la Cour des comptes et les documents sont publiés en ligne. Cela concerne aussi bien les personnalités politiques que tout autre fonctionnaire, comme les fonctionnaires de police par exemple. Mais la façon dont ces informations sont mises à la disposition du citoyen les rend illisibles en raison de la complexité des données et de la multiplicité des documents formels.

Cumuleo.be s'attaque à ce problème en collectant, analysant et résumant les données, aidant ainsi les citoyens à comprendre les activités des politiciens. Les éléments publiés par Cumuleo.be sont régulièrement cités par la presse et discutés sur les médias sociaux, contribuant ainsi à maintenir le débat sur les mandats cumulés et les conflits d'intérêts dans les débats publics.

En 2017, en plein scandales de corruption en Belgique, Cumuleo.be a mobilisé l'attention du public. Mais ce fait ne suffit pas à prévenir les conflits d'intérêts, car le cadre juridique existant en Belgique n'est pas correctement mis en œuvre et doit encore être amélioré. Les fonctionnaires ne communiquent pas toutes les informations alors qu'ils en ont le devoir, et seuls 40 cas de conflits d'intérêts potentiels ont été portés devant les tribunaux - aucun d'entre eux n'ayant eu de véritables conséquences juridiques. Le manque de volonté politique de changer la situation, ainsi que l'insuffisance du soutien financier au système judiciaire belge, qui n'a donc pas les moyens financiers suffisants pour mener à bien ces enquêtes, sont les deux problèmes majeurs qui ne peuvent être résolus que par une forte pression de la part de la société civile.

## Points clés des débats

Contre-discours positif pour rétablir la confiance. La presse et les médias sociaux ne se concentrent que sur les scandales et attirent toute l'attention sur les individus corrompus. Il en résulte une image systématiquement négative de la politique qui dévalorise le travail des parlementaires. Les bonnes pratiques des parlementaires ne sont pas médiatisées, pas plus que les efforts des hommes politiques au quotidien. En dissimulant le fait que la plupart des députés font du bon travail, le public n'a tout simplement pas la possibilité de comprendre de quoi est fait le travail d'un député. Les initiatives citoyennes de surveillance, telles que celles présentées, sont donc les bienvenues : "les politiciens ont besoin de la société civile, car sans elle, la population de croit plus ce qu'ils disent", comme le prouve le témoignage de l'intervenante politique, Mme Anne Basseur, députée et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Elle a signalé des cas où des citoyens ont réfuté ce qu'elle a dit. Lorsqu'elle les a encouragés à vérifier ses déclarations dans la presse, ils lui ont répondu qu'ils ne croyaient pas non plus en la presse. Dans ce contexte, les personnes de la société civile - associations, organisations de surveillance de la société civile, militants - semblent être en bonne position pour permettre un dialogue constructif entre citoyens et politiques.

Transparence des initiatives qui recherche la transparence. Comment s'assurer que les organisations de surveillance de la société civile – ou d'autres - n'utilisent pas intentionnellement ou involontairement ces informations à mauvais escient ? A titre d'exemple, Mme Basseur a expliqué qu'une initiative similaire au Luxembourg suit le travail parlementaire des parlementaires. Pendant qu'elle participe au Forum Mondial de la Démocratie, l'application la signalera absente du Parlement - renforçant ainsi l'image d'une femme politique qui ne fait pas son travail - alors qu'elle contribue au Forum précisément en tant que députée. D'autres politiciens parmi les participants du

laboratoire ont confirmé cette préoccupation : ils sont d'accord sur l'idée de favoriser la transparence et l'ouverture, mais s'inquiètent des abus que ces informations peuvent générer. Une culture de transparence et d'ouverture ne signifie pas seulement que les politiciens s'efforcent de changer leurs habitudes, mais aussi qu'ils doivent favoriser la capacité du public à manipuler les données auxquelles ils ont accès. C'est un processus de confiance mutuelle et d'apprentissage mutuel qui conduira à une nouvelle façon de repenser nos démocraties modernes. Au début, il peut y avoir des abus, mais avec le temps et la bonne volonté, ces défis seront effectivement relevés.

Interprétation des données et collaborations croisées avec les partis et les institutions. Comment ces initiatives utilisent-elles les données ? Sont-elles engagées politiquement? Les trois présentateurs sont convenus vouloir contribuer à la création d'une nouvelle culture politique, fondée sur la confiance et la transparence. Mais alors que Vouliwatch vise à rester neutre et refuse d'interpréter politiquement les données dans la mesure du possible, la Fondation Ciudadano Inteligente et Cumuleo. be ont des objectifs politiques. Cumuleo considère son travail comme faisant partie d'un lobbying plus large - dans le manifeste publié sur son site web, le gouvernement belge est appelé à mettre en œuvre les propositions du GRECO, qui sont souvent ignorées.

L'un des principaux défis, tel que rapporté par Partidos Públicos, est d'afficher des informations précieuses et d'en discuter avec différents acteurs - partis, institutions et autres partenaires concernés. La Fundacion Ciudadano Inteligente tente, par exemple, de trouver de nouvelles idées pour améliorer les institutions démocratiques : tout en évitant de juger les partis et les politiciens ou de choisir son camp dans l'arène politique, ses actions conduisent inévitablement à un certain engagement politique.

Par ailleurs, les politiciens semblent parfois sceptiques, soupçonnant que ces initiatives sont financées par des rivaux ou qu'elles iront à leur rencontre d'une manière ou d'une autre. Au début, Vouliwatch a été accusée d'être une initiative d'extrême gauche, avant d'être accusée d'être dirigée par des militants d'extrême droite, puis d'être parrainée par l'aile droite. Concernant d'autres aspects qui nécessitent la coopération des politiciens - par exemple les questions/réponses en ligne, Vouliwatch a noté que de plus en plus de politiciens sont disposés à collaborer. La situation de Partidos Públicos est légèrement différente. Leur initiative repose principalement sur les données librement partagées par les partis. Au tout début, la Fundacion Ciudadano Inteligente a dû faire face à l'opposition et au scepticisme. Les partis politiques ont refusé le dialogue, ils n'étaient pas habitués à ce genre d'initiatives - mais avec le temps, les politiciens sont de plus en plus à l'aise avec le partage de leurs données et comprennent aussi les avantages qu'ils peuvent en tirer.

Droit à la vie privée ? De nombreux politiciens de l'auditoire ont exprimé leur inquiétude au sujet de la protection de la vie privée. Afficher des informations sur les partis politiques et le travail parlementaire est une chose, mais qu'en est-il des données privées, comme les finances personnelles, les investissements et les biens personnels des députés? Doit-on également les partager avec le public? Certains politiciens peuvent être à l'aise avec ces exigences, mais d'autres préféreraient préserver leur sphère privée. Les politiciens ont-ils droit à la vie privée ? Dans l'auditoire, certains députés ont soutenu l'idée, parce que les députés sont aussi des individus comme tout le monde et ont donc les mêmes droits que tout un chacun : il faut maintenir une distinction entre leur vie publique, qui doit être ouverte et transparente, et leur vie privée. Parallèlement, on a fait valoir que les fonctions des élus impliquent des responsabilités tellement élevées que le besoin de transparence doit prévaloir sur le droit à la vie privée. C'est en effet le seul moyen de lutter contre la corruption. Le contexte culturel fait la différence : aux États-Unis, par exemple, les personnes sont à l'aise pour parler de leurs finances et revenus privés, mais dans la plupart des pays européens, ces questions sont très sensibles. Certaines de ces informations sont d'intérêt public au point que des initiatives,

comme Vouliwatch, affichent toutes les informations pertinentes sur les députés, même sans leur consentement.

Les organisations de surveillance de la société civile sont un symptôme de cette crise, et non une réponse. Ces initiatives citoyennes contribuent à des solutions, mais nous ne pouvons pas nous attendre à ce qu'elles résolvent les problèmes de confiance et de corruption qui nuisent à nos sociétés. La transparence est importante, mais ce n'est pas une fin en soi : nous devons créer des possibilités de dialogue, pour que les citoyens puissent interagir avec les politiciens. Ces outils ne pourront jamais changer la situation en l'état ; ils doivent être traduits et intégrés dans des institutions plus fortes. Combinées à d'autres efforts et en synergie avec d'autres projets, ces initiatives peuvent contribuer à renforcer la démocratie avec un "effet cascade". Selon FCI, les outils sont inutiles par eux-mêmes. Leur utilité potentielle découle du fait qu'ils font partie d'un plan de plaidoyer plus vaste. Vouliwatch.org, par exemple, a lancé un projet qui consiste à se rendre dans les écoles des quartiers d'extrême droite et à expliquer la démocratie aux jeunes.

## Recommandations

- ✓ Promouvoir des collaborations mutuelles entre les organismes de surveillance neutres des citoyens, les partis et les institutions afin de rendre l'information fiable plus facilement accessible ;
- ✓ Créer une culture de la transparence, en sensibilisant les responsables politiques et les citoyens à l'utilisation et à l'interprétation correcte des données. La transparence n'est pas un but en soi, mais une première étape sur laquelle il est possible d'établir une relation de confiance et de dialogue entre les politiciens et les citoyens ;
- ✓ Intégrer ces initiatives citoyennes de surveillance dans les institutions démocratiques